



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20211220-D211312-12-DE  
Date de télétransmission : 20/12/2021  
Date de réception préfecture : 20/12/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU LUNDI 13 DECEMBRE 2021**

**Nombre de membres**

**en exercice : 35**

**Présents : 28 jusqu'au point 15 – 27 au point 16 – 28 du point 17 au point 19**

**Représentés : 7**

**Absent : 1 au point 16**

L'an deux mille vingt et un, le treize décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MMES RICCIARELLI, LE PALUD, ADJOINTS ; MM. SERRES (A L'EXCEPTION DU POINT 16), HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. RICCARDI, POLICE, DEBBI, MME TERRINE ; MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, M. RODRIGUES, MME BERNIER, M. LEBAS FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

M. DELIANCOURT.....POUVOIR A M. JANUS

MME NAOUM-GHAZIEFF ..... POUVOIR A M. LACAMBRE

MME MORIEZ.....POUVOIR A MME GY

M. PAUDELEUX ..... POUVOIR A MME LE PALUD

M. BOUKOUNA.....POUVOIR A MME GREMION

MME HADJIAT ..... POUVOIR A M. DEBBI

M. FERYN ..... POUVOIR A MME YENKETRAMDOO

**ABSENT : M. SERRES (POUR LE VOTE DU POINT 16)**

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur Samy DEBBI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

**D211312-12**

Avenant n°1 à la convention relative au remboursement des honoraires des médecins de la commission de réforme et du comité médical interdépartemental et des expertises médicales avec le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne.

**OBJET : AVENANT N° 1 A LA CONVENTION RELATIVE AU REMBOURSEMENT DES HONORAIRES DES MEDECINS DE LA COMMISSION DE REFORME ET DU COMITE MEDICAL INTERDEPARTEMENTAL ET DES EXPERTISES MEDICALES AVEC LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION (CIG) DE LA GRANDE COURONNE.**

**RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE**

**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

A la suite de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, les secrétariats de la commission de réforme puis du comité médical des collectivités territoriales des départements des Yvelines, Val d'Oise et Essonne ont été progressivement repris par le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne.

Il s'agit d'une compétence obligatoire des centres de gestion, reprise de l'Etat sans contribution financière ni transfert de personnel, dont les coûts sont à la charge des administrations intéressées.

Les différents frais peuvent être avancés par le Centre Interdépartemental de Gestion qui se fait rembourser par la collectivité ou l'établissement intéressé.

Le 22 novembre 2018, la ville de Chilly-Mazarin a pris une délibération autorisant la signature de la convention n° 2019-508 relative au remboursement des honoraires des médecins de la commission de réforme et du comité médical interdépartemental et des expertises médicales avec le CIG de la Grande Couronne.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique, le comité médical et la commission de réforme seront remplacés, en 2022, par une instance médicale unique, le « conseil médical ».

Dans l'attente de la publication du décret d'application et de la mise en place de la nouvelle instance, il convient de prolonger par avenant la convention susvisée, actuellement en vigueur, jusqu'à l'installation de la nouvelle instance médicale et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022 afin de maintenir l'instruction des dossiers.

Au vu de ces informations, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération autorisant Madame la Maire à signer l'avenant à la convention n° 2019-508 relative au remboursement des honoraires des médecins de la commission de réforme et du comité médical interdépartemental et des expertises médicales avec le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code de la sécurité sociale et notamment ses articles D. 311-1 et suivants,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le décret 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

**VU** l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique,

**VU** la convention n° 2019-508 du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France,

**VU** l'avis de la commission du personnel, de l'administration générale et des intercommunalités en date du 30 novembre 2021,

### **DELIBERE**

**ARTICLE 1 : APPROUVE** l'avenant n° 1 permettant de prolonger la convention n° 2019-508 relative au remboursement des honoraires des médecins de la commission de réforme et du comité médical interdépartemental et des expertises médicales avec le Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Ile-de-France.

**ARTICLE 2 : DIT** que les clauses de ladite convention demeurent applicables jusqu'à l'installation de la nouvelle instance médicale, dénommée « conseil médical », au sein du CIG de la Grande Couronne et, au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022.

**ARTICLE 3 : AUTORISE** Madame la Maire à signer l'avenant ainsi que tout document y afférant.

**ARTICLE 4 : DIT** que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets des exercices concernés.

**Résultat du vote : UNANIMITE.**

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Suivent les signatures.**

**Extrait certifié conforme.**

**Chilly-Mazarin, le 13 décembre 2021**



**La Maire,  
Rafika REZGUI**